

Les résultats 2011

de l'enquête Cian

Réalisé à partir d'une enquête auprès des opérateurs français implantés sur le continent, ce 23^e Baromètre CIAN présente la situation conjoncturelle des entreprises et leur perception de l'environnement des affaires en Afrique sur la période 2010-2012 dans plus d'une trentaine de pays.

À la différence de beaucoup d'autres, l'enquête CIAN reflète l'opinion des opérateurs de terrain que sont les entreprises françaises investies en Afrique. Pour la 23^e année consécutive, le CIAN les a sondées afin de recueillir leur appréciation dans deux domaines : leurs perspectives d'activités et l'environnement des affaires dans leur pays d'implantation (33 pays sont évalués cette année).

L'enquête se divise en deux parties :

- la première, conjoncturelle, porte sur les perspectives d'activités sur la période 2010-2012 : chiffre d'affaires, investissements, résultats, créances ;
- la seconde, plus structurelle, porte sur l'appréciation de l'environnement des affaires à travers sept postes décomposés en 43 critères : infrastructures, administration, économie et finance, social, socioculturel, coûts des facteurs et développement durable.

L'analyse des tendances globales qui se dégagent de l'enquête 2011, présentée ci-dessous, étaye parfaitement le paradoxe soulevé par beaucoup aujourd'hui qu'en dépit d'une image négative du marché africain, les entreprises présentes, de plus en plus nombreuses, y développent des activités prospères. En effet, les réponses reçues illustrent les résultats positifs des investisseurs et, dans le même temps, une dégradation de leur perception de l'environnement des affaires.

1- L'activité des entreprises 2010-2012

Méthodologie

L'enquête porte sur la tendance de quatre indicateurs sur les exercices 2010, 2011 et 2012 :

- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse
- investissements : reprise, interruption, réduction

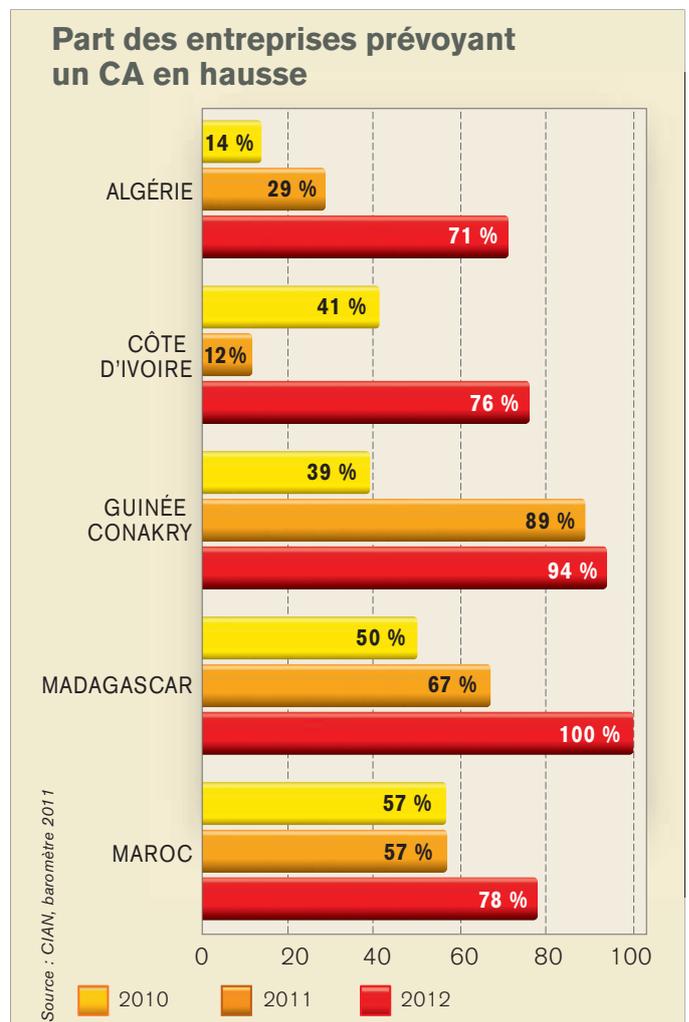
Le CIAN remercie l'ensemble des entreprises qui ont répondu à son enquête 2010-2012 ainsi que les divers relais – conseillers du commerce extérieur, chambres françaises de commerce locales, organismes patronaux, missions économiques et ambassades – qui ont assuré sa diffusion localement.

La répartition des réponses reçues reflète, à l'instant du sondage, l'attrait exercé par chaque grande région sur les entreprises : 78 pour le Maghreb, 166 pour l'Afrique de l'Ouest, 100 pour l'Afrique Centrale, 104 pour l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

- résultats : nettement bénéficiaires, faiblement bénéficiaires, équilibrés, faiblement déficitaires, nettement déficitaires
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible.

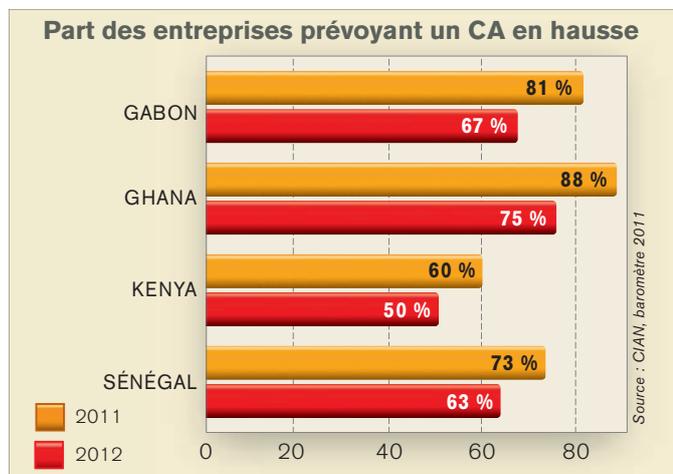
Chiffre d'affaires : des activités pérennes

S'inscrivant dans la tendance globale des années précédentes, les entreprises sondées présentent très majoritairement un chiffre d'affaires (CA) en croissance et les projections sur 2012 sont encore plus favorables : 62% affichent un CA en croissance en 2010, 63% en 2011 et 73% en 2012. Notons que, dans les pays touchés par d'importantes crises au cours de l'année, les opérateurs anticipent une forte hausse de leur CA, témoignant de la capacité des entreprises à gérer ces périodes difficiles et des économies africaines à se redresser rapidement.



ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

En revanche, dans 8 des 33 pays évalués cette année, la proportion d'entreprises prévoyant une croissance de leurs activités entre 2011 et 2012 est en diminution.

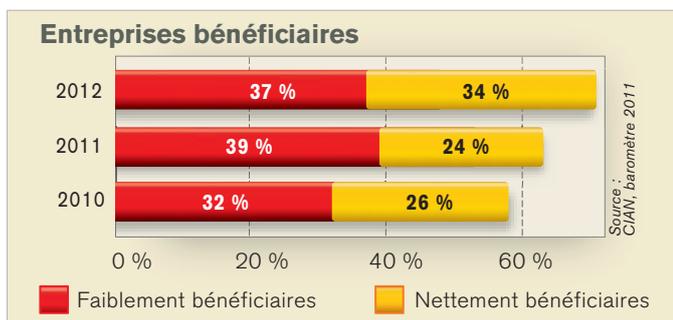


Investissements : une hausse constante

Concernant les investissements, la tendance globale est en nette augmentation. Entre 2010 et 2012, on note une importante progression du nombre d'entreprises ayant investi ou prévoyant de le faire : 49% en 2010, 60% en 2011 et 63% en 2012. Ceci illustre bien l'intérêt constant et croissant des opérateurs français pour ce continent, aujourd'hui considéré comme « la nouvelle frontière » et suscitant les convoitises de nombreux pays émergents. Cependant, au sein même des sous-régions du continent, il existe d'importants écarts entre les résultats obtenus par pays. Ainsi, pour l'Afrique Australe, alors que seulement 13% des entreprises projettent d'investir en Afrique du Sud en 2012, elles sont plus de 89% en Angola. Même exemple en Afrique Centrale, les entreprises ne sont que 36% à anticiper une reprise de leurs investissements au Congo Brazzaville en 2012 (après 71% en 2011) alors qu'en RD Congo, la totalité d'entre elles prévoient d'investir sur cette même année.

Rentabilité : un bon risque

En dépit d'un environnement des affaires perçu comme de plus en plus difficile, les entreprises françaises affichent, en moyenne globale sur l'ensemble du continent, des résultats chaque année meilleurs. Elles démontrent ainsi, par les efforts permanents de gestion adoptés afin de mener au mieux leurs activités, que le risque africain est un bon risque. Ainsi, en 2010, 59% des entreprises ont affiché des résultats bénéficiaires (nettement ou faiblement), cette moyenne monte à 63% pour 2011 et à 71% en 2012. Les pays où les entreprises affichent les taux de rentabilité les



plus élevés sur 2011-2012 sont le Ghana et Maurice (100%/100%), la Centrafrique (86%/100%), le Burkina Faso (80%/90%) et le Congo Brazzaville (86%/86%). C'est en Afrique Centrale que les entreprises affichent les meilleurs résultats : 65% déclarent des résultats bénéficiaires en 2010, 74% en 2011 et 78% en 2012.

En revanche, sur la même période 2011-2012, les pays où les entreprises réalisent les résultats bénéficiaires les moins importants sont la Namibie (40%/20%), la Guinée Équatoriale (51%/25%) ou encore l'Afrique du Sud (40%/40%).

Enfin, notons la progression record de la rentabilité sur 2011-2012 en Côte d'Ivoire (41%/82%) et en Angola (44%/77%), signe de la reprise attendue par les entreprises après la crise ivoirienne et l'investiture du président Alassane Ouattara et de la normalisation des relations diplomatiques franco-angolaises suite à l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris en avril 2011 dans le cadre de l'affaire Falcone.

Créances sur l'État : un niveau faible

Les entreprises ne considèrent pas les créances détenues sur les États africains comme un obstacle puisqu'en 2011, elles sont 43% à estimer leur niveau comme faible et 39% comme normal, et les prévisions sur 2012 sont encourageantes avec respectivement 46% et 40%.

Le Cap-Vert, la Namibie ou encore Madagascar affichent les niveaux de créances les plus faibles alors que l'Algérie, l'Éthiopie et la Guinée Équatoriale présentent une situation préoccupante avec respectivement 43%, 40% et 38% des entreprises jugeant leurs créances sur l'État élevées sur 2010-2012.

2 - L'environnement des affaires

Méthodologie

L'entreprise donne sa perception sur l'environnement des affaires du pays dans lequel elle opère, en qualifiant 43 critères, répartis en 7 postes, de mauvais (1), moyen (3) ou satisfaisant (5) : 9 critères pour les infrastructures ; 11 critères pour l'administration ; 4 critères pour l'économie et la finance ; 6 critères pour le social ; 4 critères pour le socioculturel ; 7 critères pour le coût des facteurs ; 3 critères pour le développement durable.

Tendance générale : une dégradation de l'environnement des affaires

Alors que, les années précédentes, la tendance globale montrait une amélioration, bien que faible, de l'environnement des affaires, les résultats de l'enquête 2011 révèlent une dégradation de ce dernier dans la quasi-totalité des 33 pays évalués. Les moyennes des quatre sous-régions reflètent cette tendance avec une baisse ou une stagnation de la note générale pour

Environnement des affaires : moyenne 2011 par pays

> 2,5/5	< 2,5/5
Afrique du Sud, Algérie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Éthiopie, Gabon, Ghana, Namibie, Maroc, Maurice, Mauritanie, Ouganda, Sénégal, Soudan, Togo, Tunisie	Angola, Bénin, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Guinée Équatoriale, Kenya, Madagascar, Mali, Niger, Nigeria, RD Congo, Tanzanie, Tchad

ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

trois d'entre elles : Maghreb (2,9/5 en 2011 contre 3,1/5 en 2010), Afrique de l'Ouest (2,4/5 en 2011 contre 2,5/5 en 2010) et Afrique Centrale (2,2/5 en 2011 et 2010).

La note moyenne pour l'ensemble du continent, de 2,6/5 cette année, atteste que le climat des affaires reste perçu comme difficile par les opérateurs.

Analyse par poste

Infrastructures

Les disparités sont importantes pour ce poste : alors que le Maghreb affiche une moyenne globale de 3,6, l'Afrique Centrale n'obtient que 2,1.

Le réseau routier est jugé très satisfaisant en Afrique du Sud, en Algérie, au Burundi, en Guinée Équatoriale ou encore en Namibie et mauvais au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée Conakry et aux deux Congo.

Le réseau ferré demeure pour l'ensemble des pays mal noté, la moyenne continentale étant de 1,69/5.

Concernant le réseau portuaire, le Ghana, le Maroc et le Sénégal obtiennent de bons scores alors que le Bénin affiche une note de 1,95/5.

Globalement, on note une amélioration constante du réseau aéroportuaire jugé très satisfaisant en Afrique du Sud, au Gabon, en Guinée Conakry et au Maroc.

Ce sont les infrastructures de télécommunications qui affichent cette année les meilleurs résultats et en particulier la téléphonie mobile avec une moyenne continentale de 3,65/5. Seuls la Guinée Équatoriale, l'Éthiopie et le Tchad restent en retard.

Enfin, en dehors des pays du Maghreb, le réseau de distribution électrique est sans aucun doute l'obstacle majeur en termes d'infrastructures, au développement des activités des opérateurs, plus particulièrement en Afrique de l'Ouest (1,79/5) et Centrale (1,60/5).

Administration

Ce poste n'a pas évolué entre 2010 et 2011 et reste moyen sur l'ensemble du continent. Seule l'Afrique Centrale – qui conserve cependant la moyenne la plus basse (1,91/5) – affiche une nette progression dans ce domaine sur les deux dernières années.

L'administration est jugée efficace uniquement au Burkina Faso, au Burundi, au Gabon, en Namibie et au Togo alors que, globalement, elle est jugée inopérante et notamment en Algérie, en Angola, au Bénin, en Tanzanie et en RD Congo.

Dans le domaine douanier, la fraude a reculé en moyenne sur le continent et est estimée faible au Cap-Vert, en Éthiopie ou en encore au Soudan ; mais les tarifs et les procédures se sont nettement dégradés au Maghreb entre 2010 et 2011.

L'environnement fiscal global affiche une légère amélioration, en particulier en matière de fraude fiscale. C'est en Afrique Centrale que la progression est la plus forte, notamment dans le recul du harcèlement fiscal.

Le système judiciaire a progressé dans l'ensemble sauf au Maghreb où le délai des procédures s'est sensiblement dégradé.

Économie et finance

Le système bancaire est perçu très positivement sur le continent avec une note générale de 3,43/5, avec 4,47/5 en Afrique du Sud, l'Éthiopie reste en retard avec 1,80/5. En matière de faci-

lités de crédit aux entreprises et de financements des importations, le Burundi, le Gabon et le Togo sont appréciés positivement à l'inverse de l'Algérie, la Côte d'Ivoire et Madagascar.

En Afrique Australe, Orientale et Océan Indien, l'impact du secteur informel a nettement diminué mais il reste fort en Afrique de l'Ouest (1,80/5 en 2011 contre 2,07/5 en 2010).

Social

L'environnement social est jugé en recul uniquement au Maghreb, en particulier le droit du travail noté 2,88/5, soit proche de la moyenne régionale la plus basse, celle de l'Afrique Centrale fixée à 2,64/5.

La qualité et le niveau de formation du personnel d'encadrement sont considérés satisfaisants (2,70/5 et 2,59/5) ainsi que la qualité de la main-d'œuvre (2,64/5). En revanche, le niveau de formation de cette dernière reste insuffisant, ce qui illustre le déficit de formations professionnelles techniques sur le continent évoqué dans les pages précédentes et déploré par les entreprises.

Enfin le taux d'absentéisme est apprécié favorablement à 3,24/5 pour l'ensemble du continent, l'Afrique Centrale et l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien affichant une amélioration sensible de cet indicateur.

Socioculturel

La perception générale du contexte socioculturel sur le continent est stable entre 2010 et 2011 à 2,73/5.

L'environnement sécuritaire est globalement jugé très satisfaisant à 3,43/5 avec parmi les pays les mieux appréciés : l'Algérie, le Cap-Vert, le Ghana, le Gabon, l'Île Maurice, le Soudan et la Tanzanie. La situation est préoccupante en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire et au Kenya.

Dans l'ensemble, les entreprises considèrent leurs partenaires et interlocuteurs locaux comme étant fiables, particulièrement à Maurice, en Namibie et au Togo.

Au niveau continental, il n'y a pas d'évolution manifeste de l'état de corruption qui reste très mal noté (1,94/5 échelonné de 0,94 à 4,60) particulièrement au Bénin, au Cameroun, en Guinée Conakry, au Maroc, au Nigeria et en RD Congo alors que le Cap-Vert et le Soudan affichent l'indice le plus satisfaisant.

Coût des facteurs

Avec le poste infrastructures, le coût des facteurs est le poste le mieux noté par les opérateurs avec 2,80/5 de moyenne globale. Le coût de l'énergie est en hausse, celui de l'électricité étant jugé comme très mauvais, particulièrement en Afrique de l'Ouest à 1,66/5 où le Bénin est noté 1,11/5. Le coût des télécommunications, quant à lui, continue de diminuer dans l'ensemble, alors que celui des transports reste stable et satisfaisant avec une moyenne générale de 2,74/5.

Enfin, le coût de la main-d'œuvre est apprécié très positivement à 3,49/5 pour l'ensemble du continent allant de 4,7/5 à Maurice à 1,95/5 au Gabon.

Développement durable

Ce poste est celui jugé le moins satisfaisant avec une moyenne continentale de 2,01/5. Alors que la prise en compte du développement durable dans les orientations économiques des États et la valorisation sociale des personnes demeurent médiocres, la protection de l'environnement est considérée très mauvaise à 1,86/5, le Maghreb étant noté le plus bas dans ce domaine (1,54/5).

